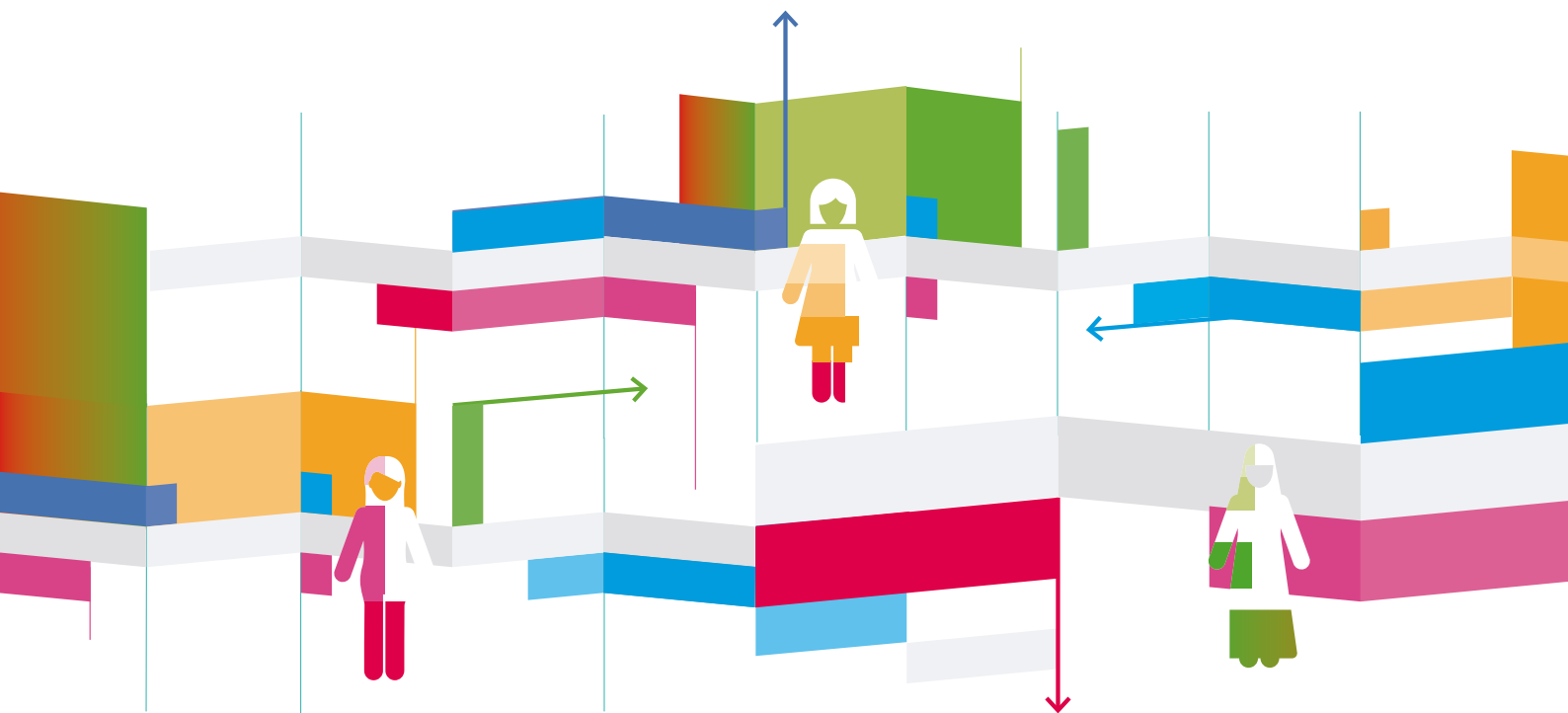


Dialogue multipartite sur les femmes migrantes dans les villes

Session de travail MC2CM : CGLU-CISDPDH

10 SEPTEMBRE 2020



MC²CM

MIGRATION VILLE-À-VILLE EN MÉDITERRANÉE

Financé par l'Union Européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

À PROPOS DU PROJET MC2CM :

Le projet de migration méditerranéenne de ville à ville (MC2CM), lancé en 2015 et financé par la Commission européenne par le biais de la Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement et cofondé par la Direction suisse du développement et de la coopération, est mis en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM), CGLU et ONU-Habitat en tant qu'organisations partenaires.

Actuellement dans sa deuxième phase de mise en œuvre (2018 - 2021), le projet MC2CM offre aux villes du sud et du nord de la Méditerranée un forum d'échange, de renforcement des capacités et de mise en réseau ; cela en réunissant des dirigeants de villes, des fonctionnaires et des experts locaux, nationaux et internationaux de divers domaines pour discuter, s'informer et contribuer à l'amélioration de la gouvernance des migrations au niveau urbain, tout particulièrement l'accès des migrants aux services de base et les droits

de l'homme. MC2CM a pour objectif de faire des villes des endroits plus ouverts et inclusifs en tirant parti du potentiel que les migrants peuvent apporter aux villes et à leurs économies.

Comme partie intégrante du "Dialogue intergouvernemental sur la migration de transit en Méditerranée (MTM)", le réseau constitue une plateforme majeure reliant les échelles locales et régionales et fournit des recommandations politiques concrètes sur la migration et l'urbanisation à l'intention des villes, des gouvernements nationaux et des organisations internationales. Actuellement, MC2CM comprend un réseau de vingt villes participantes. Il s'agit de Amman, Beyrouth, Lyon, Lisbonne, Madrid, Tanger, Turin, Tunis, Vienne, Casablanca, Dortmund, Grenoble, FAMS (Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale, représenté dans le projet par les villes de Séville et Cadix), Naples, Oujda, Rabat, Sfax, Sousse, Tripoli et Tajoura.

Remerciements :

Ce rapport de synthèse a été réalisé par CGLU, la Commission sur l'Inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains de CGLU (CGLU-CSIPDHR), et rassemble les résultats de la session exploratoire « Dialogue MC2CM sur les femmes migrantes dans les villes » qui s'est tenue virtuellement le 10 septembre 2020.

Les contributions des représentants des villes participantes et des partenaires, notamment des municipalités de Sousse, Turin et Sao Paulo ainsi que d'ONU Femmes, du groupe de conseil stratégique World Enabled et du collectif de femmes migrantes New Women Connectors, sont très appréciées. Nous tenons à remercier toutes les parties prenantes impliquées pour leur temps et leurs précieuses contributions au cours de la session interactive.

Tous droits réservés.

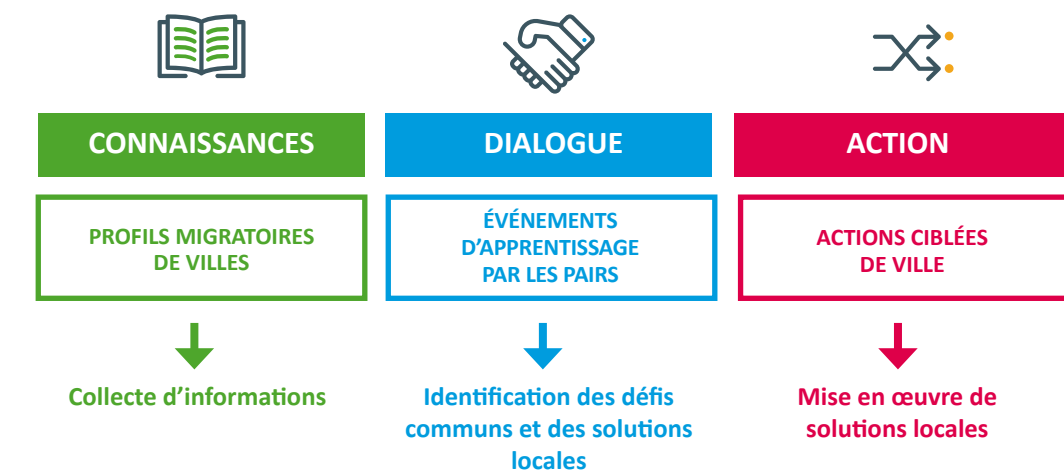
Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, copiée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage et de récupération de l'information, sans l'autorisation des titulaires du droit d'auteur, à savoir l'ICMPD, CGLU et ONU-HABITAT.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne (UE) et de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC). Son contenu est la responsabilité exclusive des auteurs et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'UE ou de la DDC.



MC²CM

Rééquilibrer la narrative sur la migration : Activités transversales



Développé dans le cadre du Dialogue sur la migration de transit en Méditerranée (MTM), le projet MC2CM est ancré dans un réseau de villes euro-méditerranéennes. Il est financé par l'Union européenne et co-financé par la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) et est mis en œuvre par le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD), Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et le programme des Nations Unies pour les établissements urbains (ONU-Habitat).

Plus d'informations à l'adresse suivante :

icmpd.org/mc2cm

[urban_migration](#)

[MC2CM](#)



Dialogue multipartite sur les femmes migrantes dans les villes

Session de travail MC2CM : CGLU-CSIPDHR

10 SEPTEMBRE 2020

Une centaine de participants ont pris part à la session de travail interactive « Dialogue MC2CM sur les femmes migrantes dans les villes » co-organisée par le projet Migration ville à ville en Méditerranée (MC2CM) et la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits de l'homme (CGLU-CSIPDHR) le 10 septembre dernier. Plus de vingt villes ont participé à cette réflexion collective afin d'explorer des nouvelles formes de gouvernance locale des migrations qui tiennent compte de la dimension de genre, en collaboration avec des organisations internationales, des réseaux de villes, la société civile, des associations de femmes migrantes et le milieu universitaire. Ces échanges ont permis d'avoir un aperçu sur les défis auxquels sont confrontées les femmes migrantes au niveau international et régional et d'identifier les obstacles et les possibilités d'action au niveau local. La violence et l'insécurité sont ressortis parmi les défis les plus pressants pour les femmes dans toutes les phases des processus migratoires. Il s'agit entre autres de la traite et l'exploitation des êtres humains, de la violence domestique et de l'insécurité dans l'accès aux espaces publics. Au niveau des gouvernements locaux, les compétences et les capacités limitées, ainsi que le manque de ressources dédiées, restent des obstacles importants pour faire face aux réalités sur le terrain. Les approches transversales, abordant à la fois les questions de genre, d'accessibilité, de protection et d'inclusion, ont été considérées comme fondamentales. Cette conversation exploratoire est un premier pas vers le renforcement des approches sensibles à la dimension de genre et de la migration urbaine en Méditerranée et au niveau mondial, en coopération avec les États et les parties prenantes, notamment les migrants, la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé.

1 Visions territoriales sur les femmes en mouvement

Nonobstant la diversité de contextes urbains et territoriaux en termes d'échelle et d'approche des questions migratoires, les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles migrantes sont universels, multiples et se recoupent avec des inégalités et des discriminations préexistantes autour du genre et de l'accessibilité.

Bien que la moitié des migrants dans le monde soient des femmes, leurs défis, leurs besoins et leurs attentes restent insuffisamment pris en compte dans la gouvernance locale, nationale et mondiale de la mobilité humaine. Pour les femmes et les filles en mouvement, les motifs de migration diffèrent largement de ceux des hommes, tout comme les défis spécifiques auxquels elles font face au cours du processus migratoire et dans les lieux où elles s'installent. Cependant, nombre de ces obstacles ne sont pas suffisamment pris en compte dans les politiques locales et mondiales. Cette lacune ne fait que reproduire le risque élevé de discrimination et de violence qu'elles encourent, renforçant ainsi les inégalités de genre existantes dans les pays d'origine, de transit et de destination. Le défaut de prise en compte de ces éléments entrave l'accès aux droits humains fondamentaux et ajoute des difficultés supplémentaires à leur pleine jouissance du droit à la ville. L'impact de la COVID-19 est d'autant plus sévère pour les femmes et les filles migrantes qui étaient confrontées à des situations précaires avant la crise, avec un risque accru d'exposition à la violence, aux abus et à l'exploitation dus au genre et un accès limité aux services de protection et d'urgence pour assurer une migration sûre, inclusive et équitable. Des données prévisionnelles récentes d'ONU Femmes et du PNUD révèlent que le taux de pauvreté des femmes, qui devait diminuer de 2,7 % entre 2019 et 2021, est susceptible d'augmenter de 9,1 %, en raison de l'impact de la pandémie ; de plus, l'emploi des femmes est davantage menacé que celui des hommes, à un taux de 19%.¹

La session de travail interactive « Dialogue MC2CM sur les femmes migrantes dans les villes » a cherché à aborder cette politique émergente et prioritaire dans les agendas de nombreuses collectivités territoriales, à travers une perspective partant du terrain



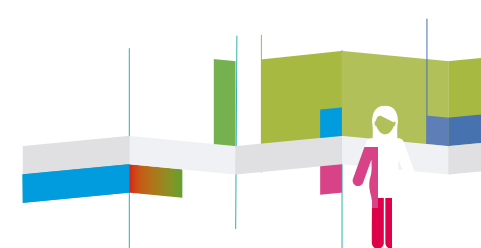
et incluant la contribution d'importants partenaires internationaux. Encadrée par un panel exclusivement féminin, la discussion a tourné autour de la manière dont les agendas locaux et mondiaux abordent l'impact genré de la migration, tout en écoutant le point de vue de la société civile sur les possibilités de progrès multipartites vers une meilleure reconnaissance des besoins spécifiques aux femmes.

Comme l'a rappelé Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, cette session était un premier pas « pour s'assurer que l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes restent une priorité politique pour l'ensemble des collectivités territoriales que nous représentons, mais aussi pour les partenaires avec lesquels nous travaillons », en particulier dans une période où « **la fermeture des frontières et les obstacles à la mobilité dus à la pandémie remettent en question les discours locaux et mondiaux sur la migration et rendent visibles les facteurs qui entravent l'inclusion des femmes à de nombreux niveaux** ».

Iris Kristjansdottir, spécialiste des questions de genre et de l'aide humanitaire au bureau régional d'ONU Femmes pour l'Europe et l'Asie centrale, a rappelé que « l'accroissement du taux de pauvreté des femmes, est un défi parmi d'autres, qui est ancré dans la manière dont nos sociétés et nos économies ont été construites ». Elle a affirmé que cette « **évidence des multiples inégalités auxquelles sont confrontées toutes les femmes, devrait devenir une force motrice essentielle pour changer l'action politique réparatrice qui place les femmes au cœur de la relancesuite à la pandémie et vers la formulation d'une politique de migration spécifique au genre** ».

Anila Noor, fondatrice de New Women Connectors (voir l'encadré) a mis en garde contre les politiques d'intégration dépassées dans les pays d'accueil, qui négligent souvent la réalité genrée et les différents besoins des femmes migrantes ainsi que leurs préférences culturelles et religieuses. Elle a souligné « **le besoin urgent d'impliquer les associations de femmes migrantes et les initiatives dirigées par des femmes afin de mettre en avant leurs besoins et leurs obstacles, d'obtenir des ressources pour y répondre et d'atténuer les blocages systémiques dans les pays d'accueil** » et les barrières structurelles qui entravent leur processus d'inclusion.

¹ ONU Femmes (2020). Communiqué : Le COVID-19 va creuser l'écart de pauvreté entre les femmes et les hommes, selon de nouvelles données d'ONU Femmes et du PNUD. <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/8/press-release-covid-19-will-widen-poverty-gap-between-women-and-men>



Christophe Lalande, chef de l'unité logement à ONU-Habitat, a souligné les difficultés rencontrées par les femmes migrantes dans l'accès au logement - « **Les femmes migrantes font face à des obstacles accumulés pour accéder à un logement adéquat ; aux obstacles rencontrés par les hommes migrants (faibles revenus, difficultés linguistiques et incompréhension du marché du logement et de leurs droits), s'ajoute une plus grande responsabilité dans la garde des enfants, ce qui limite leur capacité à générer des revenus et de ce fait, la possibilité d'accéder à un logement indépendant.** » Il a également affirmé la nécessité pour les femmes migrantes d'être impliquées dans la prise de décision, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des initiatives, notamment en ce qui concerne l'accès des migrants à un logement décent.

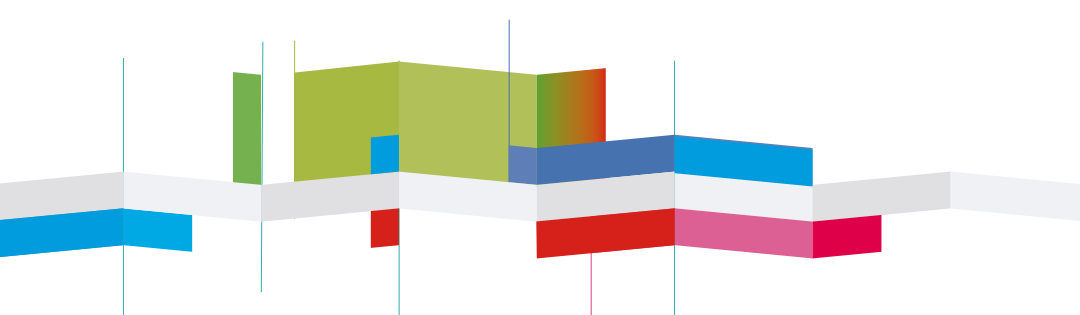
Sandra Willis, directrice de l'apprentissage et du développement à World Enabled (voir l'encadré) a rappelé l'importance d'introduire dans le débat des questions transversales clés telles que l'accessibilité et le handicap, soulignant la représentation inadéquate et la prise en compte limitée des femmes et des personnes âgées, en particulier celles qui sont handicapées, et ce en dépit des traités internationaux, des conventions et des ODD. Elle a appelé à la mise en place de cadres législatifs inclusifs qui suppriment les dispositions discriminatoires et intègrent les approches liées au genre et au handicap afin que la migration soit bénéfique pour tous. Expliquant la réalité du contraste entre le besoin accru de soins de santé et des nombreux obstacles à l'accès par ces groupes de migrants pendant le transit et dans la ville d'accueil, elle a encouragé les gouvernements locaux à prendre en main leur situation migratoire en établissant des cadres complets qui protègent et incluent les groupes vulnérables.



New Women Connectors est une initiative dirigée par un collectif de femmes migrantes et réfugiées en Europe. Visant à sensibiliser aux défis et aux opportunités des femmes réfugiées et migrantes en Europe, la plateforme de NWC leur fournit un soutien pour recenser leurs défis, proposer des solutions et devenir des actrices du changement, afin de contribuer à une transformation des communautés et des politiques au sens large. **À échelle locale**, la plateforme du NWC fonctionne comme un outil permettant d'identifier les lacunes existantes dans les politiques d'intégration destinées aux réfugiées et aux nouvelles arrivantes. Dans le but de créer un système de soutien pour des femmes réfugiées, elles plaident pour des réformes politiques favorables aux femmes. La plateforme NWC tente de faire entendre les voix locales **à l'échelle de l'UE** et s'engage dans des débats sur la question de la représentation des réfugiés dans l'élaboration des politiques afin de combler les écarts entre l'agenda et la réalité grâce à leurs recommandations et leurs actions.



World Enabled est un groupe de conseil stratégique créé en 2003 dans le but d'éduquer, d'inspirer et d'informer un public mondial sur les capacités et le potentiel des personnes handicapées. Ils fournissent des services de recherche et de programmation innovants et rentables aux agences internationales, aux ONG et aux gouvernements, afin de promouvoir des approches innovantes en matière de développement urbain inclusif. Ils s'engagent et créent des partenariats efficaces entre les gouvernements et les organisations de la société civile dans le but de mettre en œuvre des programmes et des politiques d'intégration des personnes handicapées à partir d'une perspective de respect des droits de l'homme et des droits civils. Avec leurs partenaires internationaux, ils contribuent à la construction de sociétés inclusives où les personnes handicapées et les personnes âgées aient leur place pour développer pleinement leurs talents et atteindre tout leur potentiel.



2 Parties prenantes impliquées

25 Collectivités territoriales et réseaux de villes

Dialogue multipartite sur les femmes migrantes dans les villes



Centre international de Gwangju 15

17 Mexique (Ville de)

4 Banjul

14 Libreville

1 ABELO - REFELA Burundi

16 Mandlakazi - REFELA Mozambique

21 São Paulo

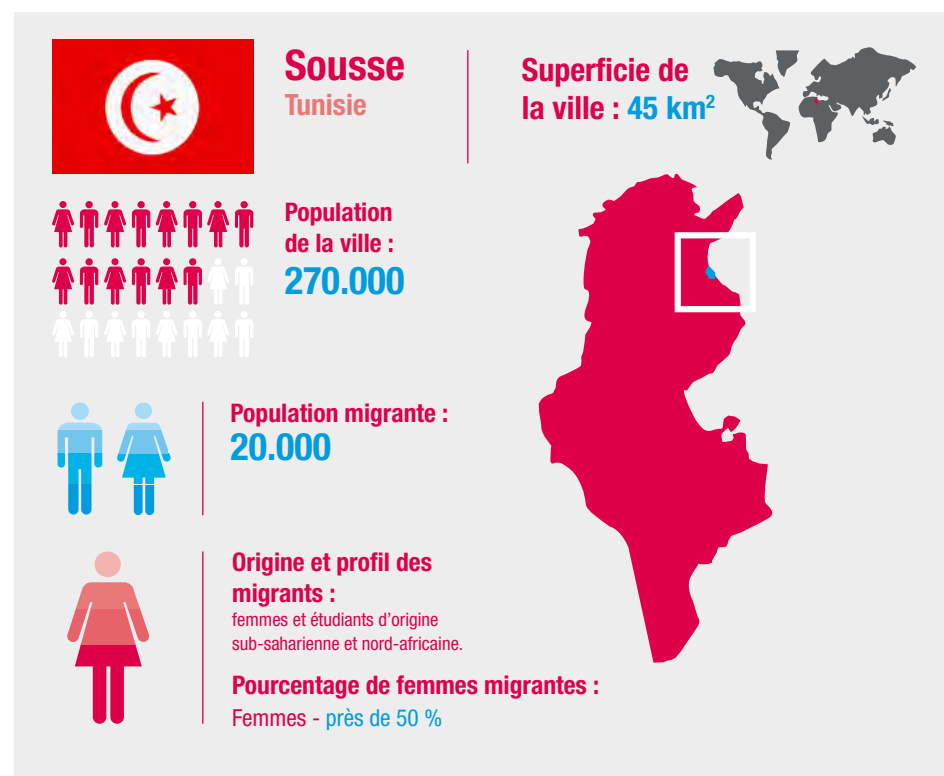
18 Montevideo

1	ABELO - REFELA Burundi		
2	AMMAN		
3	ANVITA		
	CCRE	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Cities Alliance / UNOPS	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg	<input checked="" type="checkbox"/>	
	New Women Connectors	<input checked="" type="checkbox"/>	
	ONU Habitat	<input checked="" type="checkbox"/>	
	ONU Femmes	<input checked="" type="checkbox"/>	
	University College Roosevelt	<input checked="" type="checkbox"/>	
4	BANJUL		
	BARCELONE		
	Association pour l'orientation des femmes migrantes de la Catalogne	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Association <i>POR TI MUJER</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Collectif de femmes réfugiées, exilées et migrantes		
	5	Fons Català (FCCD)	<input checked="" type="checkbox"/>
	IEMed	<input checked="" type="checkbox"/>	
	SICAR cat	<input checked="" type="checkbox"/>	
6	BIZERTE		
	7	CAMPILLOS	
	8	CASABLANCA	
	9	COMMUNE D'OUJDA	
	FAMSÍ		
	10	Alliance pour la solidarité- ActionAid Espagne	<input checked="" type="checkbox"/>
	Association pour la mobilité humaine	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Réseau des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes	<input checked="" type="checkbox"/>	
11	GUIPUSCOA		
12	GRENOBLE		
OIM	<input checked="" type="checkbox"/>		
13	IRBID		
CGLU MEWA	<input checked="" type="checkbox"/>		
14	LIBREVILLE		
15	GWANGJU INTERNATIONAL CENTER		
16	MANDLAKAZI - REFELA MOZAMBIQUE		
17	MEXIQUE (VILLE DE)		
World Enabled	<input checked="" type="checkbox"/>		
18	MONTEVIDEO		
RABAT			
Association PCDC	<input checked="" type="checkbox"/>		
19	ASTICUDE	<input checked="" type="checkbox"/>	
Conseil Régional De L'Oriental	<input checked="" type="checkbox"/>		
CGLU-Africa	<input checked="" type="checkbox"/>		
20	RAMALLAH		
21	SÃO PAULO		
22	SFAX		
23	SOUSSE		
TURIN			
24	Europiamo	<input checked="" type="checkbox"/>	
ICMPD	<input checked="" type="checkbox"/>		
TUNIS			
Dignité des femmes immigrées	<input checked="" type="checkbox"/>		
25	Union Nationale de la Femme Tunisienne UNFT	<input checked="" type="checkbox"/>	
Terre d'asile Tunisie	<input checked="" type="checkbox"/>		

3 Initiatives locales visant à répondre aux besoins des femmes migrantes

Le premier segment du séminaire s'est concentré sur les voix venant des villes de la Méditerranée et au-delà. Des représentants politiques de Sousse, Turin et Sao Paulo ont partagé leurs expériences de première ligne, tant sur les politiques et actions locales existantes répondant aux besoins des femmes migrantes, que leurs idées sur la façon dont le rôle des collectivités territoriales pourrait être renforcé dans ce domaine.

A | Sousse : nouvelle forme de coopération avec les associations de femmes migrantes



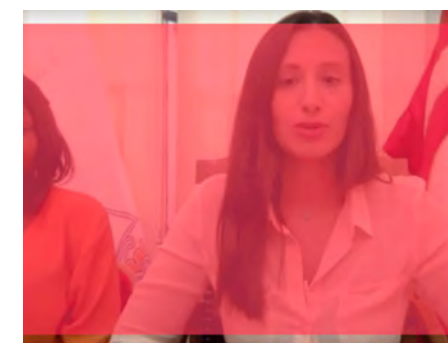
Bien qu'en termes de migration, la Tunisie reste un pays d'origine, les tendances migratoires varient selon les territoires. La ville de Sousse est l'un des sites d'attraction touristique majeurs et le deuxième pôle universitaire de Tunisie. Ces deux caractéristiques, combinées au positionnement de la ville sur les routes migratoires méditerranéennes, entraînent un niveau élevé de mobilité au niveau territorial et attirent des migrations internes et externes. Bien que la migration ne fasse pas partie du mandat municipal, l'administration locale a multiplié ses efforts pour développer et réaliser des programmes et des initiatives visant à inclure les migrants dans l'espace public et les activités socio-économiques.



Imen Ouardani, vice-maire de Sousse et présidente du comité pour l'égalité des sexes, a souligné l'importance de l'inclusion locale, en mettant l'accent sur la **fourniture d'une assistance sociale** aux femmes migrantes ayant des enfants, aux femmes enceintes et aux femmes qui travaillent. Selon elle, ces femmes rencontrent davantage de difficultés dans la société d'accueil. Après l'apparition de la COVID-19, de **nouveaux liens de collaboration** ont été tissés avec des partenaires locaux et des migrants, en particulier avec des femmes migrantes. Plusieurs enquêtes ont également été menées pour évaluer la situation des migrants, en particulier des femmes, face à la pandémie de la COVID-19.

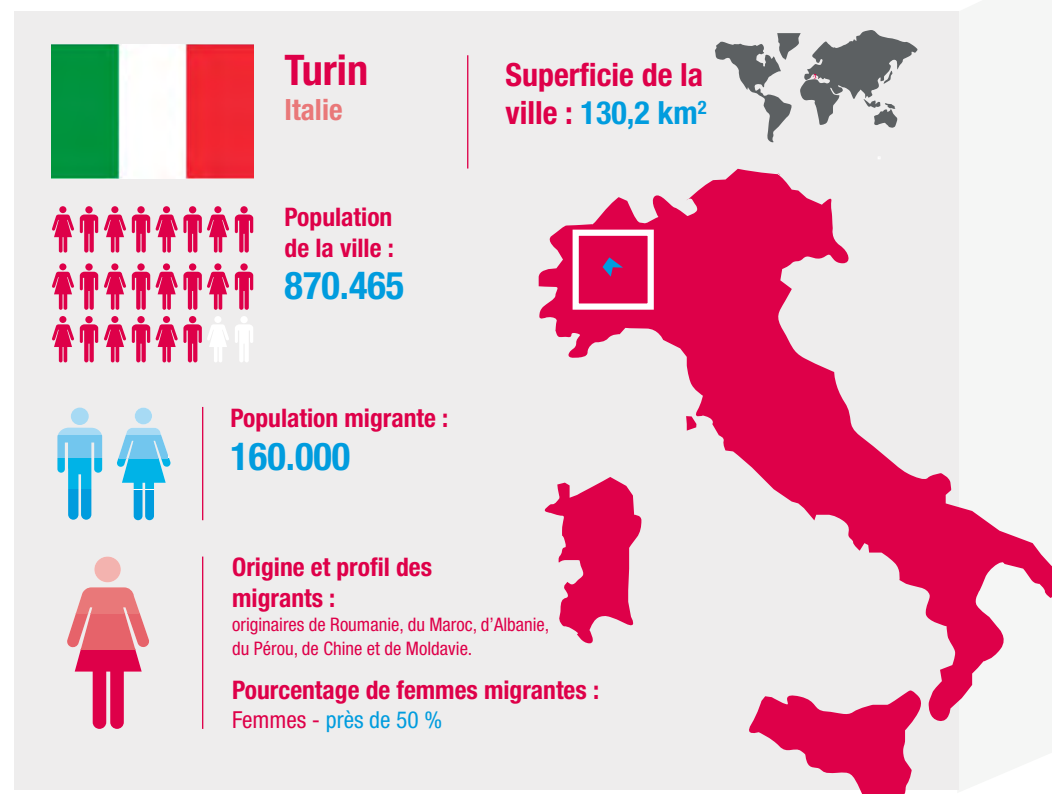
Parmi les **obstacles** répertoriés à Sousse, certaines femmes migrantes sont confrontées à des conditions de travail précaires et à un risque élevé d'exposition à l'exploitation, aux abus et à la violence. Ces obstacles sont particulièrement difficiles à surmonter pour celles qui sont en situation irrégulière et qui travaillent dans le secteur informel, en faisant principalement du travail domestique. L'on observe également une hausse de la violence domestique dans le cadre du confinement obligatoire. Pendant la période de confinement, une autre carence majeure observée était l'accès limité à l'information et aux services de santé, en particulier pour les femmes migrantes ayant des enfants. La municipalité a reconnu que les autorités sanitaires régionales et les agents des services ne sont pas pleinement conscients des droits des migrants et a appelé à combler cette brèche dans l'accès universel aux soins de santé, ainsi qu'à ouvrir des passerelles pour assurer l'intégration économique et la régularisation des femmes migrantes qui travaillent.

Parmi les opportunités, le rôle des associations de femmes migrantes s'est imposé dans la gestion de la crise de la COVID-19, notamment par l'instauration d'un dialogue avec les communautés migrantes. Le renforcement des relations de confiance entre l'administration locale, les organisations de la société civile et les associations de femmes migrantes pour la gestion de crises est devenu un élément clé de l'agenda local à Sousse.

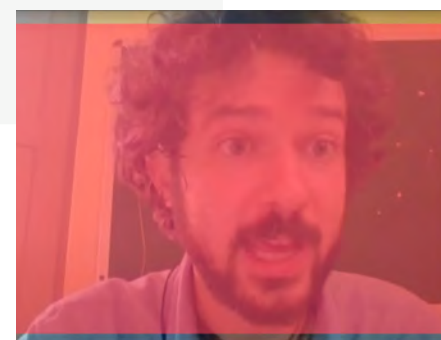




B | Turin : Écouter les besoins des migrants et les faire connaître à la municipalité



La seconde, une initiative d'« Association de communauté », intègre des acteurs locaux de communautés de migrants, diverses en termes d'âge, de nationalité, de minorité, de génération et autres, dans des groupes de travail au sein d'associations communautaires. Ces canaux mis en place avec les parties prenantes locales constituent une ressource essentielle permettant à la municipalité d'identifier les besoins des communautés de migrants et de les mettre en relation avec les différents services municipaux. Le principal défi à cette mise en relation reste l'accès limité aux services par les migrants et leurs expériences fréquentes du *racisme structurel*. Durant la crise de la COVID-19, il a été particulièrement difficile pour les migrants d'accéder au soutien de l'État ou des municipalités. La priorité de la ville a donc été d'évaluer ces besoins et de les connecter avec les ressources nécessaires.

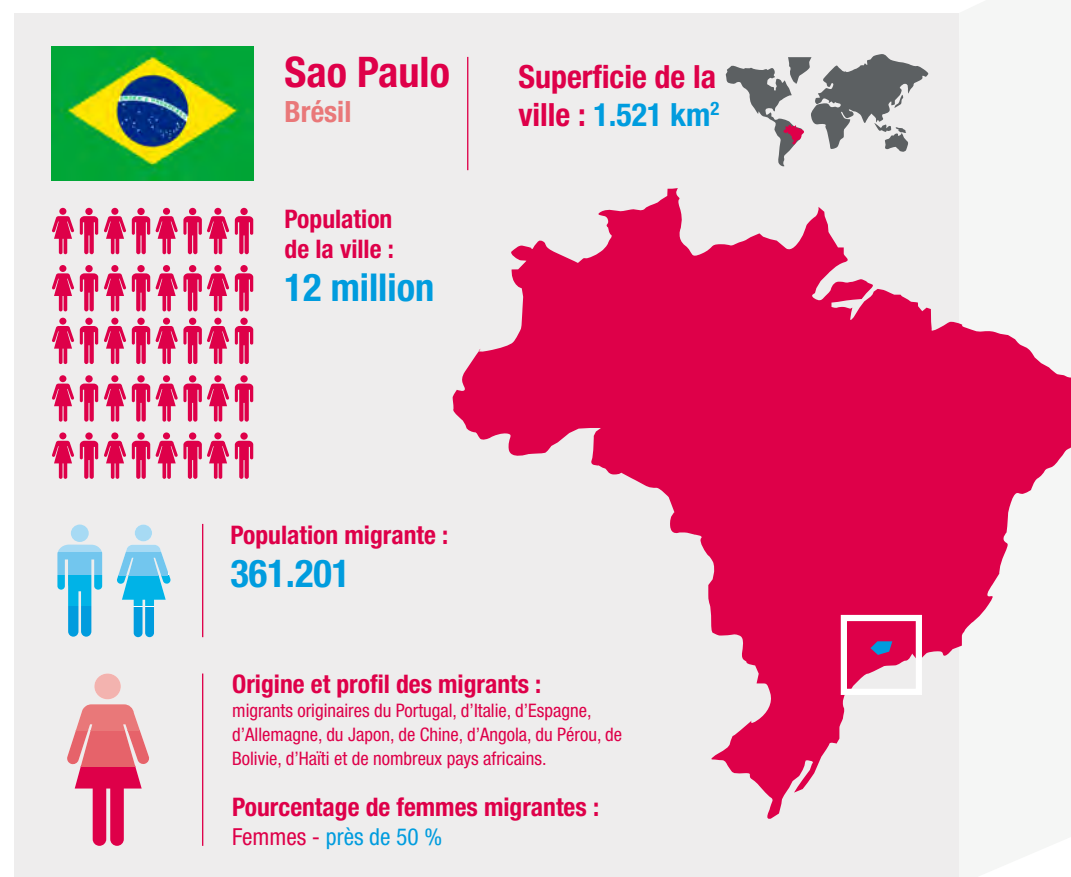


Turin est la 4^{ème} plus grande ville d'Italie. Le phénomène des **regroupements familiaux** dans la ville a *équilibré a proportion hommes-femmes* au fil du temps, et à l'heure actuelle *les femmes migrantes constituent la moitié de la population migrante*. Bien que le rôle de la municipalité dans l'inclusion des migrants n'ait pas été défini par la loi, il émane de stratégies de financement public nationales et régionales, ainsi que des mandats municipaux dans les secteurs ayant une incidence directe sur l'inclusion des migrants, tels que l'emploi et la formation professionnelle. Une grande partie des mesures d'inclusion des migrants mises en œuvre à échelle métropolitain sont le résultat d'initiatives d'acteurs locaux.

Claudio Tocchi, membre du Cabinet de l'adjoint au maire pour les droits de l'homme de la ville de Turin, a partagé deux initiatives entreprises dans la ville pour répondre aux besoins des migrants, en particulier des femmes. La première initiative, un programme baptisé « **Femmes du quartier** » aide les femmes migrantes qui vivent dans la ville depuis de nombreuses années à *accéder aux services dans le cadre d'une relation privée de pair à pair avec des entreprises commerciales*.



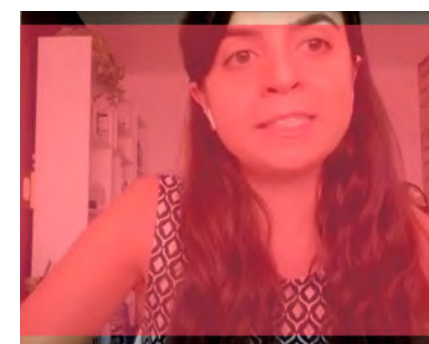
C | Sao Paulo : plan municipal décennal et politiques pour les migrants



Le premier pilier vise à garantir l'accès universel au logement, à l'éducation dans l'enseignement public, à la santé et aux services sociaux, indépendamment du statut juridique et des caractéristiques démographiques. Sao Paulo a été la première ville du Brésil à élaborer une loi municipale pour les migrants. Cette action s'inscrit dans la lignée du deuxième pilier, qui vise à promouvoir les droits des migrants et à favoriser leur inclusion. Ceci est particulièrement pertinent puisque les migrants ne sont pas autorisés à voter selon la législation fédérale ; le conseil municipal pour les migrants assure donc leur participation au processus de prise de décision. Le troisième objectif est de garantir des positions à des postes de direction et la participation des femmes migrantes au conseil municipal. La ville a établi un quota minimum de 50 % de femmes migrantes de différentes nationalités au sein de son conseil municipal pour les migrants depuis 2015. Il existe également des mécanismes mis en place pour s'assurer que les besoins des femmes migrantes sont pris en compte. Dans le cadre du quatrième pilier, la municipalité a lancé en août 2020 le premier plan municipal pour la politique migratoire, qui comporte 80 actions à mettre en œuvre à partir de 2021. En phase avec son cinquième objectif d'accès aux services, la municipalité fournit différents types de services qui garantissent une plus grande autonomie aux migrants. Il s'agit notamment de l'accès à un centre pour les migrants depuis 2014 afin de garantir l'accès des migrants aux services et aux informations dans différentes langues.

Sao Paulo est la plus grande ville d'Amérique latine de par sa population, avec des flux élevés d'immigration régionale et internationale. Au Brésil, les municipalités sont responsables de la fourniture d'un certain nombre de services publics de base à tous les résidents, y compris les immigrés. Par ailleurs, la législation de la municipalité de Sao Paulo prévoit également l'inclusion des migrants dans la communauté comme un mandat municipal.

Patricia Dichtchekian, coordinatrice générale du Bureau des droits de l'homme et de la citoyenneté à São Paulo et migrante d'origine arménienne, a fait part des réglementations spécifiques en place favorisant l'inclusion et la participation des femmes migrantes au conseil municipal. La municipalité a adopté un cadre progressif au cours des dix dernières années et adopte une approche en cinq piliers pour traiter des questions de migration urbaine.





La deuxième phase de la session de travail consistait en un exercice interactif avec des employés municipaux, des représentants d'OSC, des universitaires et des praticiens, consacré à l'identification des principaux défis auxquels sont confrontées les femmes migrantes dans les territoires urbains, ainsi que des obstacles et des possibilités d'action des collectivités territoriales pour y faire face. Trois séances de discussion avec une diversité de parties prenantes ont été organisées pour permettre à tous les participants de partager leurs avis sur cette question sur la base de leurs expériences.

Dialogue : Les femmes migrantes dans les villes



GROUP A - Multilingual

- 1 Very briefly introduce yourself and add any missing challenges/issues faced by migrant women using orange post-its. (5 minutes)
- 2 Identify barriers (yellow post-its) LGs face when tackling these issues. (10 minutes)
- 3 Identify opportunities/strengths (green post-its) LGs can use to tackle these issues. Feel free to include references to specific examples/cases. (10 minutes)
- 4 Select a rapporteur, and 2 barriers and 2 opportunities to present back to the main floor. Put selected post-its in **BOLD**. (5 minutes)

Issues for Migrant Women			
Gender-based violence	Lacking legal aid and documentation	lack of legislative frameworks supporting women led enterprises	Language barriers for accessing services
Limited opportunities for inclusion	Job Insecurity	Insecurities in public spaces	limited training opportunities for women
Human trafficking	Economic empowerment of women	Insecurities in host society	limited educational opp for their children

Barriers for Local Governments			
(MEWA) - stereotypes regarding traditional role of women	Inadequate data collection & representation	COVID-19 - Lack of coordination between local and National Govt.	Local Govt. role needs to be strengthened
Limited participation in policy formulation & program development	Need for stakeholder engagement plan, strategies	Consider needs of migrant women with disabilities	LatAm - not enough specific policies or social programs
Interventions need to be evaluated in terms of quality	Lack of communication with CSOs and public institutions	Ensure policies and services are accessible & inclusive	

Opportunities & Roles for Local Governments			
Developing 'work from home' opp for migrant women	Subsidising women led enterprises	Migrant women's socio-economic integration	UCLG & others can establish migration policy checklist - mainstream women & girls
Focus on well-being, resilience, empowerment, inclusion of migrant girls & youth	Internal action at regional level - food, services, etc. targeting mig. women	Triangular cooperation proj. - Student and women conventions	Networking between Govt. & NGOs for women solidarity economy projects
Local econ. opportunities supporting migrant women	Provide opportunities for their children	Involve the corporates (private sector) as well	Consider disabled & elderly women and LGBTQ community

Moderator: Lamine / Mural & screen-share: Prachi

GRUPO B - Castellano

- 1 Introducirse muy brevemente y compartir aquellos retos a los que las mujeres migrantes hacen frente que cree aún no se han visto reflejados a lo largo de la sesión (post-its naranjas (5 minutos)
- 2 Identifique barreras a los que los gobiernos locales hacen frente en tratar de abordar estos retos (post-its violetas (10 minutos)
- 3 Identifique oportunidades o fortalezas a la disposición de los gobiernos locales que pueden servir para abordar estos retos. Incluya ejemplos de políticas específicas si los conoce (post-its verdes (10 minutos)
- 4 Seleccione una persona portavoz, 2 barreras y 2 oportunidades que hayan identificado como grupo. Marque estos 4 post-its (2+2) en negrita. Esta persona presentará vuestra selección al resto del grupo una vez se termine la sesión break-out (5 minutos)

Retos para las mujeres migrantes			
Violencia machista	Falta de apoyo legal / situación administrativa	Asistencia psicológica (mujeres con niños a cargo)	Acceso a educación reproductiva y sexual
Oportunidades de inclusión limitadas	Precariedad en el empleo	Brecha digital (sobretudo en el contexto actual)	Falta de formación / oportunidades para realizar incidencia política
Victimas de trata y explotación	Acceso a salud integral	Convulsión académica	Asociación a ciertos segmentos del mercado laboral / falta de alternativas
Falta de acceso a la cédula legal	Falta de espacios feministas descolonizados	Empleo informal / en negro	

Barreras para los gobiernos locales			
Limitaciones de acceso a perfiles específicos	Limitaciones para promover políticas de acceso al empleo	Acceso a la información / datos	Limitaciones en el diálogo multinivel
Falta de competencias	¿Cómo acercarnos / generar confianza de parte de las mujeres migrantes (inclusión a largo plazo)?	Falta de formación del personal municipal	

Oportunidades y roles para los gobiernos locales			
Compartir prácticas y tejer redes a nivel nacional	Acción política para la incidencia política a nivel nacional	Diálogo multinivel y políticas coordinadas	Diseño de los espacios públicos
Ofrecer atención psicológica y espacios seguros	Acceso a alimentación gratuita para poblaciones en tránsito	Proyecto Includities	Junta nacional de inmigración de Uruguay (participación de los gobiernos locales)
Alianzas locales > sociedad civil local + investigación	Facilitar el aprendizaje de la lengua	Programa "Ciudad Hospitalaria" de la CDMX	Trabajo en red de gobiernos locales a nivel regional
			Incorporar la perspectiva de género en el diseño de espacio público
		Generar conocimiento + escalar proyectos sobre cuestiones concretas.	Territorialización e implementación de programas multilaterales

Moderator: Amanda / Mural & screen-share: Ja

GROUPE C - Français

- 1 Veuillez vous présenter très brièvement et partager les défis auxquels les femmes migrantes sont confrontées qui, selon vous, n'ont pas encore été reflétés tout au long de la session (post-its oranges (5 minutes)
- 2 Identifiez les obstacles auxquels les gouvernements locaux sont confrontés pour tenter de relever ces défis (post-its roses (10 minutes)
- 3 Identifiez les opportunités ou les forces dont disposent les gouvernements locaux et qui peuvent servir à relever ces défis. Mentionnez des exemples de politiques spécifiques si vous les connaissez (post-its verts (10 minutes)
- 4 Sélectionnez un porte-parole, 2 obstacles et 2 opportunités que vous avez identifiés en tant que groupe. Surignez ces 4 post-its (2 + 2) en gras. Le porte-parole présentera votre sélection au reste du groupe une fois la session terminée (5 minutes)

Défis pour les femmes migrantes			
Violence sexiste	Manque de soutien juridique / situation administrative	Manque d'information / méconnaissance des institutions	Responsabilité familiale - éducation, accès au logement
Opportunités d'inclusion limitées	Précarité de l'emploi	Accès à la santé, nutrition	Régularisation des situations, naissances
Traffic et exploitation	Manque d'information / barrière linguistique	Accès à l'emploi	

Obstacles pour les collectivités locales			
Créer des espaces multiculturels dédiés (sans quota)	Accès aux données, profils et besoins	Manque d'information décentralisée	Compétences des collectivités limitées (cadre légal)
Manque de sensibilisation, d'orientation	Absence de coordination échelon local-central	Budgets limités	Besoin d'une plus grande marge de manoeuvre

Opportunités et rôles pour les collectivités locales			
Certification droits de l'Homme pour entreprises et ONG	Coordination avec les acteurs locaux	Formation des services locaux pour réponse adaptée	Intégration dans des centres de formation
Sensibilisation, faciliter l'information	Renforcer partenariat avec OSC	Impliquer les gouvernements locaux dans la régularisation	Réseautage / échange transnational (éco et culturel)
Intégration pb migrations dans les politiques publiques			

Moderator: Fatima / Mural & screen-share: Mathilde

4 Protection et inclusion des femmes migrantes dans les villes

Rôle et possibilités d'action des collectivités territoriales

A. Identifier les défis des femmes migrantes



Suite aux premières observations fournies par le panel éclectique de villes, la première partie des sessions en petits groupes a permis aux participants de répertorier les défis locaux. **La violence et l'insécurité** sont apparues comme certaines des difficultés les plus pressantes, entre les risques et les effets de la *traite et de l'exploitation des êtres humains* pendant et au-delà du processus migratoire, la prédisposition à subir *des violences sexistes et l'insécurité dans l'accès aux espaces publics*.

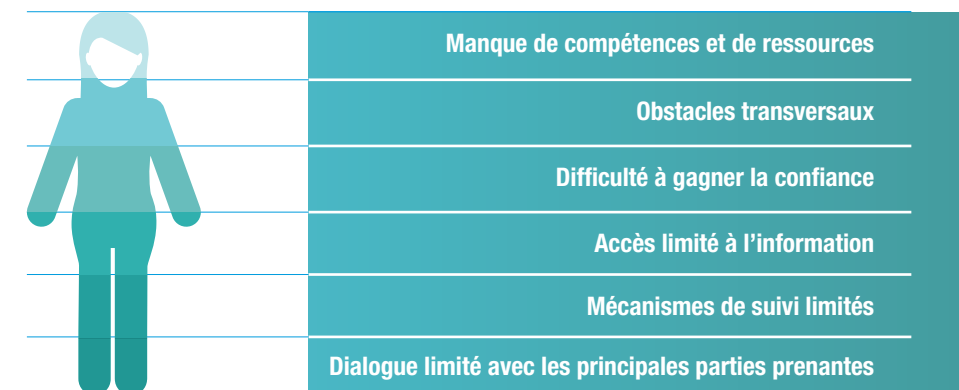
La manière dont les obstacles liés au **statut juridique** des femmes migrantes affectent leur **accès aux droits** a été un autre sujet d'actualité. Cet aspect devient particulièrement crucial dans des domaines tels que l'accès aux *soins de santé maternelle et infantile, aux prestations sociales ou au logement*. Toutefois, la discrimination juridique n'est pas considérée comme le seul **obstacle à l'inclusion** dans la société d'accueil ; en effet, de nombreux participants ont également mentionné la méfiance à l'égard des autorités publiques, les barrières linguistiques dans l'accès à l'information ou le manque d'accessibilité comme des éléments clés à cet égard. Dans le même ordre d'idées, d'autres participants ont souligné le fait que les femmes migrantes ont tendance à *moins participer* aux mécanismes locaux de démocratie participative. Cette participation est également entravée par le manque d'espaces dédiés à l'organisation communautaire et à l'interaction et aux réseaux sociaux..

Les femmes migrantes rencontrent également des **obstacles spécifiques à leur émancipation**, entre lesquels *l'accès au marché du travail* demeure l'un des plus importants. Certains participants ont mentionné le *manque d'opportunités de formation*



ou de voies officiels pour la *reconnaissance des diplômes* comme des obstacles empêchant les femmes migrantes d'accéder à des emplois qualifiés. Ces facteurs favorisent des taux plus élevés de chômage, d'insécurité de l'emploi ou *d'emploi informel*. Le rôle des femmes en tant que *dispensatrices de soins*, associé à l'absence de politiques et de réseaux de soins adéquats dans la société d'accueil, constitue un autre obstacle spécifique à leur émancipation et à leur inclusion dans la vie publique locale. Les participants ont également souligné le faible *soutien apporté aux femmes migrantes entrepreneuses* qui décident de créer leur propre entreprise. Outre l'inclusion économique, d'autres participants ont également mentionné *les stéréotypes* à tous les niveaux (contexte familial, perceptions en public) concernant la division genrée des rôles comme étant la clé pour comprendre les difficultés supplémentaires à leur émancipation.

B. Protection et inclusion des femmes migrantes : Quels sont les obstacles à l'action des collectivités territoriales en la matière ?



Le manque de compétences et de ressources dédiées sont les obstacles les plus urgents que rencontrent les collectivités locales lorsqu'elles s'attaquent aux défis identifiés. D'autres **obstacles transversaux** mentionnés par les participants sont le *manque de personnel municipal formé, le manque de conscience ou l'absence de priorité bien définies* des besoins des femmes migrantes. Les participants ont fait ressortir la manière dont ces obstacles empêchent les villes de développer des *politiques de genre ciblées* visant à combler les lacunes auxquelles sont confrontées les femmes en matière d'accès au marché du travail ou d'inclusion à long terme.

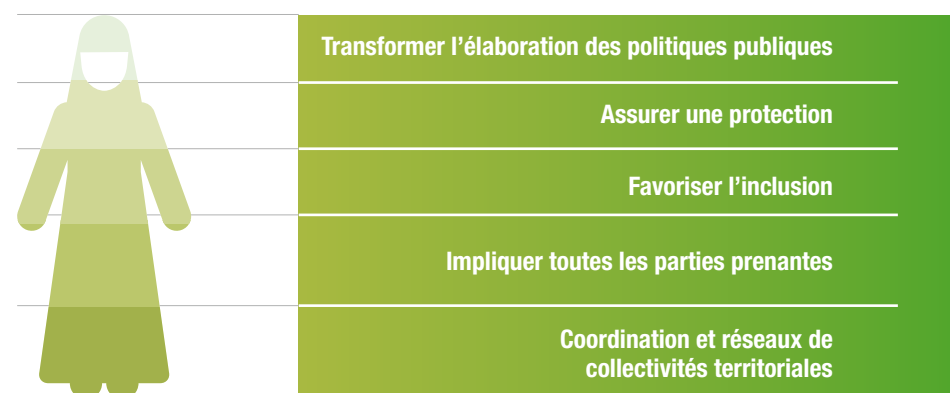
D'autres obstacles sont liés à des aspects sociopolitiques. *Le manque de participation ou la méfiance* des femmes migrantes à l'égard des institutions publiques pèsent sur la capacité des collectivités territoriales à **gagner leur confiance** et à améliorer l'accessibilité



et l'aspect inclusif de l'offre de services publics locaux. Cette déconnexion affecte à son tour, la capacité des collectivités territoriales à **accéder à l'information** et à mettre en place **des mécanismes de suivi**. Certains participants ont noté que l'intervention publique en la matière *n'est pas suffisamment évaluée* et que les collectivités territoriales ne comptent généralement les moyens inadéquats pour *la collecte de données* ou *la capacité d'accès* aux femmes migrantes à haut risque de vulnérabilité et de marginalisation.

Le dernier groupe d'obstacles se rapporte au **dialogue** entre les collectivités territoriales et les **principales parties prenantes** de la gouvernance des migrations et les réseaux de soutien aux femmes migrantes en particulier. À cet égard, certains participants ont souligné la nécessité de renforcer *les plans et stratégies des collectivités territoriales pour l'engagement des parties prenantes*, afin de s'assurer qu'ils sont pertinents et ont un impact. Le *manque de coordination entre l'administration publique centrale et les collectivités territoriales* est un autre élément essentiel de l'équation.

C. Protection et inclusion des femmes migrantes : Quelles possibilités d'action pour les collectivités territoriales?



En dépit de leurs capacités limitées dans de nombreux contextes nationaux, les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle majeur dans l'amélioration du processus de protection et d'inclusion des femmes migrantes dans les villes. Certains participants ont évoqué la nécessité de **transformer l'élaboration des politiques publiques** pour les rendre plus sensibles aux besoins particuliers de ce groupe, notamment en se focalisant sur leur bien-être, en renforçant leur résilience ou en les aidant à développer leur autonomie. **Quelques collectivités territoriales intègrent des approches fondées sur le genre ou l'intersectionnalité** pour mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes migrantes. Des exemples pratiques sont visibles dans *l'aménagement des espaces publics sensible au genre*, *la formation des employés municipaux* ou *la diffusion d'information avec le public*.

En ce qui concerne le fait d'**assurer la protection**, les collectivités territoriales trouvent des moyens de contribuer au bien-être des femmes migrantes en leur fournissant une *attention psychologique* et *des espaces sûrs (hébergement temporaire et refuge)* à différentes étapes des routes migratoires ou au point de destination finale. Afin de **favoriser l'inclusion**, les collectivités territoriales peuvent aider les jeunes femmes migrantes à accéder à l'enseignement supérieur ou faciliter l'accès à *l'apprentissage de la langue locale* en proposant des cours adaptés à leurs besoins. Le rôle des collectivités territoriales a été jugé essentiel, notamment en ce qui concerne *l'inclusion des femmes migrantes au marché du travail*, car elles peuvent subventionner les entreprises dirigées par des femmes, soutenir des projets qui offrent des opportunités à ce groupe ou même proposer des services de soins tels que des jardins d'enfants ou des maisons de retraite.

Afin de porter ces initiatives vers l'avant, de nombreux participants ont évoqué la nécessité d'**impliquer toutes les parties prenantes** au niveau de la ville et au-delà ; du *secteur privé* (essentiel pour faciliter leur accès au marché du travail) à la *société civile* (dont la contribution est essentielle en termes de soins, de soutien et d'organisation) et *au milieu universitaire* (car il peut fournir des connaissances précises et soutenir l'élaboration de politiques publiques et des processus d'innovation). Des exemples pratiques en ce sens incluent la mise en place d'accréditations pour les entreprises privées démontrant leur engagement en la matière, ainsi que des partenariats avec des ONG pour encourager l'entrepreneuriat et les projets d'économie sociale et solidaire. Plusieurs exemples de *coordination fructueuse entre les autorités nationales et locales* ont également été présentés par les participants, qui ont rappelé l'importance de la coordination pluriniveaux pour contribuer à une mise en œuvre mieux informée des politiques publiques.

La coordination et les réseaux des collectivités territoriales, tant au niveau national que régional, voire mondial, peuvent également contribuer à apporter de meilleures réponses locales aux besoins des femmes migrantes. La mise en réseau des villes peut contribuer *au partage des pratiques*, *à la diffusion d'initiatives prometteuses* ou *à la création de connaissances*. Elle peut également aider à créer des listes de politiques publiques conseillées et *des mécanismes de suivi communs*. Enfin, elle peut aussi aider les collectivités territoriales à trouver une plateforme pour faire avancer leurs propres demandes en la matière et à *développer des initiatives de plaidoyer* au niveau national ou international.

4

Lessons principales et perspectives d'avenir

Cette session de travail exploratoire sur les femmes et la migration a été une première étape pour aborder les réalités territoriales et explorer les approches sensibles au genre dans l'élaboration des politiques publiques et la planification urbaine en Méditerranée et au niveau mondial, en coopération avec les États et les parties prenantes, comprenant les migrants, la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé.

Entre les **défis propres aux femmes migrantes**, la violence et l'insécurité ont été identifiées comme la pierre angulaire. Ces facteurs peuvent prendre de nombreuses formes selon les territoires et les circonstances, allant du niveau domestique à l'espace public et au travers des différentes phases du processus migratoire. D'autres obstacles ont à voir à l'incertitude et à l'accès limité aux services causés par des situations administratives irrégulières, aggravées par les barrières linguistiques et le manque de confiance envers les autorités publiques. Les défis liés à la division genrée du travail de personnel soignant ont été identifiés comme des obstacles majeurs à l'inclusion économique des femmes migrantes.

Du point de vue des **collectivités territoriales**, les **obstacles les plus pertinents** abordés sont liés à l'insuffisance des mandats, des ressources et des capacités. À cet effet, les participants ont souligné la nécessité de susciter davantage la confiance des femmes et de renforcer l'accès à l'information et aux mécanismes de suivi. Enfin, le dialogue avec les principales parties prenantes locales a été désigné comme étant essentiel pour apporter une transformation dans ce domaine.

D'autre part, parmi les **possibilités qui s'offrent aux collectivités territoriales**, les participants ont souligné l'importance d'intégrer les approches fondées sur le genre et intersectionnelles dans les politiques municipales, ainsi que de coopérer avec la société civile locale et les acteurs de terrain afin de rendre l'action publique plus efficace en la matière. Cela prend également en compte d'autres approches transformatrices des politiques publiques locales, telles que celle des villes des droits de l'homme ou du droit à la ville. Les collectivités territoriales ont été identifiées comme des acteurs clés pour encourager la conception d'espaces publics sensibles au genre, la formation des employés ou la diffusion adaptée d'information pour le public. Il est également ressorti que la municipalité est un acteur essentiel dans la protection des femmes migrantes et la promotion de leur inclusion économique et sociale. Ce rôle est également assuré lorsque la municipalité tire parti des instruments de démocratie participative et encourage les femmes migrantes à participer à la vie civique locale. Enfin, la coordination et la mise en réseau des collectivités territoriales par le biais de la coopération décentralisée ont été abordées comme une opportunité de renforcer les capacités des politiques et de fournir aux villes une plateforme pour amplifier l'impact de leurs demandes et de leurs initiatives.



Cette session a mis en évidence la diversité des acteurs engagés au niveau local dans la protection et le soutien aux femmes en mouvement. À l'avenir, la gouvernance des migrations urbaines par une approche sensible au genre peut bénéficier des pratiques suivantes, abordées lors de cette conversation exploratoire :

Des approches globales :	Identification des mesures locales et des approches politiques (par exemple, l'approche fondée sur les droits, l'intersectionnalité) qui pourraient favoriser l'inclusion des femmes migrantes, même si elles ne leur sont pas spécifiquement destinées.
Suivi des défis propres aux femmes :	Examiner les politiques sociales sous l'angle des défis propres aux femmes migrantes et leur participation active au processus politique, afin de s'assurer que leurs besoins sont pris en compte de manière adéquate.
Coopération multipartite :	Identifier les acteurs au niveau local, national, régional et mondial qui traitent des questions liées aux femmes migrantes afin de : <ul style="list-style-type: none">• demander des conseils sur l'élaboration de politiques sensibles à la dimension du genre.• faciliter la participation des femmes migrantes aux politiques urbaines et inspirer une meilleure confiance de leur part aux institutions locales.• d'accroître la capacité locale à fournir des services grâce à des partenariats stratégiques avec la société civile et d'autres acteurs ayant la capacité d'agir là où le mandat municipal ne le permet pas.
Coopération de ville à ville :	Échanger des pratiques et améliorer la coopération technique et les connaissances entre les villes.
Dialogue local-national :	Renforcer le dialogue avec les autres échelons de gouvernement afin d'obtenir le soutien nécessaire pour relever les défis des femmes migrantes au niveau territorial.
Promouvoir la confiance et renforcer la sécurité :	S'attaquer aux facteurs de violence et d'insécurité auxquels les femmes sont confrontées dans l'espace domestique et public, en renforçant leur confiance et leur accès aux instances municipales qui peuvent leur apporter un soutien et une protection.

Ressources

Pour plus d'informations sur le thème des femmes migrantes dans les villes, veuillez consulter les ressources ci-dessous.

- OIM [« Intégration du genre dans l'orientation pré-départ : Guide pour les praticiens »](#)
- OIM « “Femmes migrantes et violences fondées sur le genre : stratégies et perspectives en vue des interventions” » ([EN](#) | [ES](#))
- Live Learning Experience: Au-delà de la réponse immédiate à l'épidémie de COVID-19 [« Le leadership des femmes : essentiel pour repenser l'avenir dans l'ère post-Covid-19 »](#)
- Refugees International [« Questions de genre : l'impact considérable de la COVID-19 sur les femmes et les filles déplacées »](#)
- PNUD Amérique latine et Caraïbes [« L'impact économique de la COVID-19 et l'égalité des sexes : Recommandations pour l'élaboration des politiques publiques »](#)
- Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants : [« Impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes : une perspective de genre »](#)
- Note d'orientation d'ONU Femmes : [« Faire face aux impacts de la pandémie de COVID-19 sur les travailleuses migrantes »](#)

